

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 12 juin 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet d'ordonnance "relative à la taxe régionale pour 1992", a donné le 17 juin 1992 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 juni 1992 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de gewestbelasting voor 1992", heeft op 17 juni 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Aangezien het hier de invoering van een belasting 1992 betreft zou ik U dank weten, in toepassing van artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, mij het advies van Uw Hoog College mee te delen binnen een termijn van drie dagen".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATION GENERALE.

L'ordonnance en projet ne porte atteinte, à première vue, ni à l'article 11 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, ni à l'article unique de la loi du 23 janvier 1989 portant application de l'article 110, § 2, alinéa 2, de la Constitution, tels qu'ils peuvent s'interpréter (par comparaison), à la lumière de l'arrêt du Conseil d'Etat n° 35.999, du 12 décembre 1990 (Vande Walle c/ Province de Namur). Sa conception générale se concilie avec le principe énoncé dans l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 31/92, du

.../...

23 avril 1992 (Moniteur belge du 11 juin 1992, p. 13.389), selon lequel le législateur fiscal régional ne peut viser principalement un effet que les compétences qui lui ont été attribuées ne lui permettraient pas de rechercher parce qu'il réglementerait une matière non attribuée, plutôt qu'il ne prendrait une mesure proprement fiscale. Enfin, le texte soumis à la section de législation ne se heurte pas au problème de compétence tranché dans l'arrêt d'annulation n° 39.203, du 9 avril 1992 (société anonyme A.G. de 1824 et crts c/ Région de Bruxelles-Capitale), dont l'autorité absolue de chose jugée reste entière même s'il existe un lien entre le projet et l'annulation prononcée, du point de vue de la couverture des besoins budgétaires.

EXAMEN DU TEXTE.

Arrêté de présentation.

L'arrêté de présentation fait défaut. Afin de combler cette lacune, il convient d'introduire le projet par le texte suivant :

"L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition du Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

.../...

ARRETE :

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

DISPOSITIF.Article 1er.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Dans le texte français, on écrira "elle est due sur la base de".

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. L'article fait des distinctions suivant que l'immeuble est occupé par une personne seule ou un ménage,

.../...

par des personnes exerçant une profession libérale ou par des personnes morales ou des associations de fait exerçant des activités professionnelles. Combiné avec l'article 7 du projet, il prévoit aussi que lorsque l'immeuble est utilisé à des fins professionnelles, le propriétaire est tenu de payer une taxe pour toute partie de l'immeuble qui dépasse 300 mètres carrés.

Ces distinctions doivent être fondées sur des critères objectifs.

Il conviendrait que l'exposé des motifs (1) développe les critères utilisés en vue d'opérer les distinctions visées à l'article 3.

2. Interrogé sur la portée de la disposition figurant sous le paragraphe 1er, b, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

"L'introduction de l'association de fait comme catégorie de contribuables est à l'avantage des contribuables qui se sont regroupés sous forme d'association de coût : le partage des frais (bureaux et autres), entendu que chaque membre conserve son indépendance. D'un point de vue strictement juridique, une association de fait ne peut être contrainte à payer quoi que ce soit. Ceci est un problème connu qui ne donne néanmoins pas, en pratique, lieu à beaucoup de litiges. Ceci est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles l'ordonnance prévoit la solidarité du propriétaire de l'immeuble concerné".

(1) A la page 3, alinéa 1er, de l'exposé des motifs, les mots "complément indispensable à la fonction d'habitat" sont de nature à créer la confusion et doivent donc être soit supprimés, soit précisés.

Il est admissible que les membres de l'association de fait soient solidaires entre eux en vue du paiement de l'impôt, mais une telle solidarité dans le chef du propriétaire de l'immeuble - prévue par l'article 8 du projet - n'est pas concevable (2).

3. Dans le paragraphe 1er, c, de l'accord du délégué du Ministre, il faut omettre les mots "ou d'habitation".

Le texte néerlandais doit en outre être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le nouveau texte du paragraphe 2, communiqué par le délégué du Ministre, est plus clair.

Il y a donc lieu de rédiger le paragraphe 2 comme suit :

"§ 2. La taxe prévue à l'article 5 n'est pas due par le chef de ménage occupant l'immeuble ou une partie de l'immeuble, quand lui-même ou un membre faisant partie du ménage est redevable des taxes prévues à l'article 6, en raison de l'activité professionnelle qu'il y exerce".

(2) Voyez en outre l'observation formulée au sujet de l'article 8.

Article 4.

Suivant le texte de cet article, l'Etat, les Communautés et les Régions, ainsi que les personnes morales de droit public dépendant de ces autorités, ne sont pas, en règle générale, exonérés de l'obligation de payer le nouvel impôt régional (3).

Si telle n'est pas l'intention de l'auteur du projet, l'exonération devrait être prévue expressément dans le texte en projet.

Article 6.

On n'aperçoit pas comment l'article 6 pourrait s'appliquer aux associations de fait qui sont visées à l'article 3, § 1er, b, ni à charge de qui la taxe sera perçue et recouvrée.

Selon l'explication donnée par le délégué du Ministre :

"L'introduction de l'association de fait comme catégorie de contribuables est à l'avantage des contribuables qui se sont regroupés sous forme d'association de coût : le partage des frais (bureaux et autres), entendu que chaque membre conserve son indépendance.

(3) Seules certaines catégories d'immeubles sont visées au paragraphe 3.

D'un point de vue strictement juridique, une association de fait ne peut être contrainte à payer quoi que ce soit. Ceci est un problème connu, qui ne donne néanmoins pas, en pratique, lieu à beaucoup de litiges".

Le texte devrait, à tout le moins, être complété pour prévoir quelles sont les modalités selon lesquelles les membres d'une association de fait peuvent prouver la réalité d'une telle association permettant d'éviter le paiement d'autant de fois le montant de la taxe qu'il y a de membres de l'association.

Article 7.

Le délégué du Ministre a fourni les explications suivantes au sujet de la portée de l'article 7 :

"Pour le calcul de l'impôt, il y aura, par contribuable, un nombre de dossiers correspondant au nombre de bâtiments dont il est totalement ou partiellement propriétaire. Ce propriétaire sera redevable par bâtiment, pour les superficies en propriété, diminuées des 300 m² et limitées à 14 % du revenu cadastral pour la partie d'immeuble dont il est propriétaire. Deux étages dans le même bâtiment donnent lieu à un seul impôt pour la superficie totale; deux étages dans des bâtiments totalement séparés donnent lieux à deux impôts sur les superficies concernées".

Ces précisions devraient figurer dans la partie de l'exposé des motifs relative au commentaire des articles.

.../...

Article 8.

En disposant que le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement des taxes visées aux articles 5 et 6, l'article 8 compromet les distinctions qui sont prévues à l'article 3, dès l'instant où le propriétaire est tenu au paiement de la taxe, qu'il occupe ou non l'immeuble ou qu'il y exerce ou non une activité professionnelle.

L'article 8 doit être fondamentalement revu.

Article 10.

S'il était fait appel à des fonctionnaires nationaux pour assurer le recouvrement de l'impôt régional, il conviendrait qu'un accord soit conclu avec l'Etat à cette fin.

En outre, le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

1. Il existe une contradiction entre l'article 2 du projet, qui prévoit un impôt à partir de l'exercice 1992 et l'article 11, § 1er, alinéa 2, 4^o, qui prévoit que "les rôles mentionnent ... l'exercice auquel elle se rattache".

.../...

2. Dans la deuxième phrase du paragraphe 2, il faut écrire "indiquées au paragraphe 1er" au lieu de "indiquées à l'alinéa précédent".

Articles 14 et 16.

Suivant l'article 14, alinéa 2 :

"Tout refus de renseignement ou toute communication de renseignements inexacts ou incomplets entraîne une majoration de la taxe de 10 % du montant de la taxe due".

De même, suivant l'article 16, alinéa 1er :

"Pour toute taxe non payée ou payée hors délai, il est encouru une majoration de la taxe égale à deux fois le montant de la taxe éludée ou payée hors délai".

Dans un arrêt du 12 mars 1936, la Cour de cassation a décidé qu'un accroissement d'impôt n'est pas une amende ou une peine au sens du droit pénal dont l'application relève de la juridiction répressive, cet accroissement étant porté au rôle comme l'impôt et recouvré par l'administration en même temps que lui. La Cour de cassation a ajouté qu'on doit cependant voir dans l'accroissement d'impôt la sanction d'une infraction à la loi et qu'il a le caractère et la nature d'une amende fiscale.

Il s'ensuit que les sanctions prévues dans les deux textes précités sont des amendes fiscales et, de manière générale, des amendes administratives.

.../...

Pareil système de sanctions ne manque pas de soulever des questions nombreuses et délicates, du point de vue de sa conformité tant à la Constitution (articles 92 et 93 de la Constitution) qu'à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (article 6). En tout état de cause, il est étranger au système des sanctions du Code pénal qui seul peut être mis en oeuvre par les décrets ou ordonnances des Régions et des Communautés en vertu de l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Selon la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut sanctionner ses dispositions qu'au moyen de peines prévues dans le livre Ier du Code pénal (4).

Il s'ensuit que les dispositions précitées excèdent la compétence du Conseil régional et doivent, dès lors, être omises.

Article 19.

1. Pour tenir compte de la nature de la saisie-arrêt, il convient, dans l'alinéa 1er, de supprimer les mots "ou appartenant".

La fin de la première phrase s'écrit donc comme suit : "... sur les sommes et effets dus au redevable".

(4) Cour d'arbitrage, 23 décembre 1987, arrêt n° 44, 17 mars 1988, arrêts n°s 50 et 51, et 11 mai 1988, arrêt n° 11/89.

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Cette saisie produit ses effets à dater de la signification de l'exploit au tiers saisi".

Article 20.

Suivant le paragraphe 1er, la Région de Bruxelles-Capitale a un privilège général sur tous les biens meubles du redevable et une hypothèque légale sur tous les immeubles appartenant au redevable et situés dans la Région de Bruxelles-Capitale; le rang du privilège est réglé dans le paragraphe 2, celui de l'hypothèque légale, dans le paragraphe 3.

Si, selon l'arrêt n° 27 du 22 octobre 1986 de la Cour d'arbitrage, chaque législateur peut estimer devoir assortir d'un privilège ou d'une hypothèque une créance née de dispositions qu'il a prises pour régler une matière qui lui est attribuée et assigner un rang à ce privilège ou à cette hypothèque dans le respect du principe de proportionnalité qui consiste pour chaque législateur qui crée un privilège ou une hypothèque à mettre en balance l'intérêt qu'il entend ainsi protéger et les autres intérêts qui sont protégés par des privilèges ou hypothèques prévus par d'autres législateurs, il n'empêche que la multiplication de privilèges et d'hypothèques créés à leur profit par des législateurs différents à des fins identiques ou similaires

.../...

porte préjudice aux autres créanciers, spécialement lorsqu'il y va, comme en l'espèce, de privilèges généraux et d'hypothèques grevant l'ensemble des biens qui peuvent en faire l'objet.

L'arrêt précise en outre que "la proportionnalité (du privilège ou de l'hypothèque légale) constitue un élément de la compétence du législateur ...".

Il convient, dès lors, que le texte soit revu en mettant en balance l'intérêt que l'auteur du projet entend protéger et les autres intérêts qui sont protégés par des privilèges ou hypothèques légales déjà existants.

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration; à titre d'exemple, quelques propositions de texte ont été faites dans le présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de spoedbehandeling die het de minister mogelijk maakt te vragen dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, met bijzondere redenen worden omkleed. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Aangezien het hier de invoering van een belasting 1992 betreft zou ik U dank weten, in toepassing van artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, mij het advies van Uw Hoog College mee te delen binnen een termijn van drie dagen".

*

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State er zich toe bepalen de volgende opmerkingen te maken.

ALGEMENE OPMERKING.

Op het eerste gezicht worden artikel 11 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en het enige artikel van de wet van 23 januari 1989 houdende uitvoering van artikel 110, § 2, tweede lid, van de Grondwet, zoals ze kunnen worden uitgelegd (bij vergelijking) in het licht van het arrest van de Raad van State nr. 35.999 van 12 december 1990 (Vande Walle t/ Provincie Namen) in de ontworpen ordonnantie niet geschonden. De algemene teneur ervan valt te rijmen met het beginsel dat verwoord is in het arrest van

.../...

het Arbitragehof nr. 31/92 van 23 april 1992 (Belgisch Staatsblad van 11 juni 1992, blz. 13.389), volgens hetwelk de gewestelijke wetgever in fiscale aangelegenheden niet in hoofdzaak een effect kan beogen dat hij, binnen de perken van de hem toegewezen bevoegdheden niet zou vermogen na te streven, omdat hij aldus eerder een niet-toegewezen aangelegenheid zou regelen dan een zuiver fiscale maatregel zou nemen. Ten slotte rijst bij de tekst die aan de afdeling wetgeving is voorgelegd niet het bevoegdheidsprobleem dat beslecht is in het annulatiearrest nr. 39.203 van 9 april 1992 (naamloze vennootschap A.G. van 1824 c.s. t/ Brusselse Hoofdstedelijk Gewest), waarvan het volstreckte gezag van gewijsde onverkort blijft gelden, zelfs al bestaat er een verband tussen het ontwerp en de uitgesproken vernietiging, uit het oogpunt van de dekking van de begrotingsbehoeften.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Indieningsbesluit.

Het indieningsbesluit ontbreekt. Wil men die leemte opvullen, dan behoort het ontwerp met de volgende tekst te worden ingediend :

"De Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

Op de voordracht van de Minister van Financiën,
Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

.../...

BESLUIT :

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen is gelast bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 1.

Men schrijve "Deze ordonnantie" in plaats van "Onderhavige ordonnantie".

Artikel 2.

Men schrijve "bewoners" in plaats van "bezetters". In de Franse tekst schrijve men "elle est due sur la base de".

Artikel 3.

1. Het artikel maakt een onderscheid naargelang het gebouw bewoond is door een alleenstaande persoon of een gezin, door personen die een vrij beroep uitoefenen of door rechtspersonen of feitelijke verenigingen die beroepsactiviteiten uitoefenen. Samengelezen met artikel 7 van het ontwerp, bepaalt het tevens dat de eigenaar van het gebouw

.../...

dat voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt een belasting moet betalen voor elk gedeelte van het gebouw dat meer dan 300 vierkante meter beslaat.

Dit onderscheid zou op objectieve criteria moeten steunen.

De criteria die bij het in artikel 3 bedoelde onderscheid worden gehanteerd zouden nader moeten worden omschreven in de memorie van toelichting (5).

2. Op een vraag naar de draagwijdte van de bepaling die in paragraaf 1, b, voorkomt heeft de gemachtigde van de Minister het volgende geantwoord :

"L'introduction de l'association de fait comme catégorie de contribuables est à l'avantage des contribuables qui se sont regroupés sous forme d'association de coût : le partage des frais (bureaux et autres), entendu que chaque membre conserve son indépendance. D'un point de vue strictement juridique, une association de fait ne peut être contrainte à payer quoi que ce soit. Ceci est un problème connu qui ne donne néanmoins pas, en pratique, lieu à beaucoup de litiges. Ceci est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles l'ordonnance prévoit la solidarité du propriétaire de l'immeuble concerné".

(5) Op pagina 3, eerste alinea, van de memorie van toelichting, kunnen de woorden "die een noodzakelijk complement uitmaakt voor de woonfunctie" tot verwarring leiden. Ze moeten dus vervallen of nader worden omschreven.

Het is aannemelijk dat de leden van de feitelijke vereniging hoofdelijk verbonden zijn met het oog op de betaling van de belasting, doch het is ondenkbaar dat een zodanige hoofdelijkheid, zoals wordt voorgeschreven door artikel 8 van het ontwerp, geldt voor de eigenaar van het gebouw (6).

3. In paragraaf 1, c, moeten de woorden "of van bewoning" vervallen. De gemachtigde van de Minister is het hiermee eens.

Voorts schrijve men "in voorkomend geval" in plaats van "desgevallend".

4. De nieuwe tekst van paragraaf 2, die de gemachtigde van de Minister heeft medegedeeld, is duidelijker.

Paragraaf 2 behoort bijgevolg als volgt te worden geredigeerd :

"§ 2. De in artikel 5 bedoelde belasting is niet verschuldigd door het gezinshoofd dat het gebouw of een gedeelte ervan bewoont, wanneer deze zelf of een lid van het gezin de belastingen bedoeld in artikel 6 verschuldigd is wegens een beroepsbezigheid die daar wordt uitgeoefend".

(6) Zie voorts de opmerking die in verband met artikel 8 wordt geformuleerd.

Artikel 4.

Volgens de tekst van dit artikel worden de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, alsmede de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder die overheden ressorteren in de regel niet vrijgesteld van de verplichting de nieuwe gewestelijke belasting te betalen (7).

Indien een en ander niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp zou die vrijstelling uitdrukkelijk moeten worden verwoord in de ontworpen tekst.

Artikel 6.

Het is niet duidelijk hoe artikel 6 van toepassing zou kunnen zijn op de feitelijke verenigingen die in artikel 3, § 1, b, zijn vermeld en evenmin ten laste van wie de belasting zal worden geheven en ingevorderd.

De gemachtigde van de Minister heeft hierover de volgende uitleg verschaft :

"L'introduction de l'association de fait comme catégorie de contribuables est à l'avantage des contribuables qui se sont regroupés sous forme d'association de coût : le partage des frais (bureaux et autres), entendu que chaque membre conserve son indépendance. D'un point de vue strictement juridique, une association de fait ne peut être contrainte à payer quoi que ce soit. Ceci est un problème connu, qui ne

(7) In paragraaf 3 is alleen sprake van sommige categorieën van gebouwen.

donne néanmoins pas, en pratique, lieu à beaucoup de litiges".

De tekst zou op zijn minst zo moeten worden aangevuld dat daarin wordt bepaald op welke wijze de leden van een feitelijke vereniging kunnen bewijzen dat zulk een vereniging bestaat waardoor kan worden voorkomen dat het bedrag van de belasting zoveel maal moet worden betaald als het aantal leden van de vereniging.

Artikel 7.

De gemachtigde van de Minister heeft in verband met de draagwijdte van artikel 7 de volgende uitleg verschaft :

"Pour le calcul de l'impôt, il y aura, par contribuable, un nombre de dossiers correspondant au nombre de bâtiments dont il est totalement ou partiellement propriétaire. Ce propriétaire sera redevable par bâtiment, pour les superficies en propriété, diminuées des 300 m² et limitées à 14 % du revenu cadastral pour la partie d'immeuble dont il est propriétaire. Deux étages dans le même bâtiment donnent lieu à un seul impôt pour la superficie totale; deux étages dans des bâtiments totalement séparés donnent lieu à deux impôts sur les superficies concernées".

Die nadere uitleg zou moeten worden opgenomen in het gedeelte van de memorie van toelichting dat de artikels-gewijze bespreking betreft.

Artikel 8.

.../...

In artikel 8 wordt bepaald dat de eigenaar van het gebouw solidair verantwoordelijk is voor de betaling van de in de artikelen 5 en 6 bedoelde belastingen. Hierdoor komt het onderscheid dat in artikel 3 wordt gemaakt op losse schroeven te staan zodra de eigenaar de belasting moet betalen onverschillig of hij het gebouw al dan niet bewoont dan wel of hij er al dan niet een beroepsbezigheid uitoefent.

Artikel 8 moet grondig worden herzien.

Artikel 10.

Indien er voor de inning van de gewestelijke belasting een beroep wordt gedaan op nationale ambtenaren, dan moet er daartoe met de Staat een overeenkomst worden gesloten.

Voorts schrijve men "wijst de ambtenaren aan" in plaats van "duidt de ambtenaren aan", alsook "de uitvoeringsbesluiten ervan" in plaats van "zijn uitvoeringsbesluiten".

Artikel 11.

1. Er is een tegenstrijdigheid tussen artikel 2 van het ontwerp, dat een belasting invoert vanaf het belastingjaar 1992, en artikel 11, § 1, tweede lid, 4º, waarin te

.../...

lezen staat dat "de kohieren vermelden ... het belastingjaar waarop ze betrekking heeft".

2. In de tweede zin van paragraaf 2 behoort "de gegevens vermeld in paragraaf 1" te worden geschreven in plaats van "aangeduid in de voorgaande alinea".

Artikelen 14 en 16.

Artikel 14, tweede lid, luidt :

"Iedere weigering om inlichtingen te verschaffen en iedere verkeerde of onvolledige inlichting heeft een verhoging met 10 % van de verschuldigde belasting tot gevolg".

Voorts luidt artikel 16, eerste lid, als volgt :

"Voor iedere niet-betaalde of buiten de termijn betaalde belasting, is een verhoging verschuldigd, gelijk aan het dubbele van het ontweken of te laat betaalde belastingbedrag".

In een arrest van 12 maart 1936 heeft het Hof van Cassatie beslist dat een belastingverhoging geen boete of straf is in de zin van het strafrecht waarvan de toepassing tot de bevoegdheid van de strafgerechten behoort, aangezien die verhoging wordt ingekohierd als belasting en tegelijk ermee wordt geïnd door het overheidsbestuur. Het Hof van Cassatie heeft voorts gesteld dat de belastingverhoging

.../...

evenwel moet worden gezien als een bestraffing van een overtreding van de wet en dat ze de kenmerken draagt van een fiscale boete en van dezelfde aard is.

Hieruit volgt dat de straffen die in de twee eerdergenoemde teksten worden ingevoerd fiscale boeten zijn en in het algemeen administratieve boeten.

Bij een dergelijke strafregeling rijzen onvermijdelijk heel wat netelige vragen in verband met de overeenstemming met de Grondwet (de artikelen 92 en 93 van de Grondwet) en met het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens (artikel 6). Die regeling heeft hoe dan ook niets te maken met de strafregeling van het Strafwetboek die de enige is die krachtens artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen kan worden opgezet bij decreten of ordonnanties.

Volgens de rechtspraak van het Arbitragehof kan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad de niet-naleving van zijn bepalingen slechts met door Boek I van het Strafwetboek opgelegde straffen strafbaar stellen (8).

Hieruit volgt dat de gewestraad zijn bevoegdheid met de eerdergenoemde bepalingen te buiten gaat en dat die bepalingen derhalve moeten vervallen.

(8) Arbitragehof, 23 december 1987, arrest nr. 44, 17 maart 1988, arresten nrs. 50 en 51, en 11 mei 1988, arrest nr. 11/89.

Artikel 19.

1. Wil men rekening houden met de aard van het derdenbeslag, dan moeten de woorden "of toebehorend aan" in het eerste lid vervallen.

Het slot van de eerste zin behoort dus als volgt te worden geschreven : "... op de sommen en goederen verschuldigd aan de belastingplichtige".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Dit beslag heeft uitwerking te rekenen van de betekening van het exploit aan de derde-beslagene".

Artikel 20.

Volgens paragraaf 1 heeft het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de belastingplichtige en een wettelijke hypotheek op alle onroerende goederen die aan de belastingplichtige toebehoren en gelegen zijn in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest; de rang van het voorrecht wordt geregeld in paragraaf 2 en die van de wettelijke hypotheek in paragraaf 3.

Volgens arrest nr. 27 van 22 oktober 1986 van het Arbitragehof kan iedere wetgever evenwel van oordeel zijn

.../...

aan een schuldvordering die voortvloeit uit bepalingen die hij heeft uitgevaardigd ter regeling van een hem toegekende aangelegenheid, een voorrecht of een hypotheek te moeten verbinden en kan hij aan dit voorrecht of die hypotheek een rang geven met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel dat er voor elke wetgever die een voorrecht of een hypotheek instelt in bestaat het belang dat hij aldus beoogt te beschermen af te wegen ten aanzien van de andere belangen die door voorrechten of hypotheken ingesteld door andere wetgevers worden beschermd; niettemin zijn de vele voorrechten en hypotheken die verschillende wetgevers met gelijke of soortgelijke bedoelingen in hun voordeel hebben ingesteld nadelig voor de andere schuldeisers, met name wanneer het zoals in dit geval gaat om algemene voorrechten en hypotheken op alle goederen die daarvoor in aanmerking komen.

In het arrest wordt voorts gepreciseerd dat "de evenredigheid (van het voorrecht of de wettelijke hypotheek) een element van de bevoegdheid van de handelende wetgever (is) ...".

De tekst moet derhalve zo worden herzien dat het belang dat de steller van het ontwerp wil beschermen wordt afgewogen tegen de andere belangen die worden beschermd door reeds bestaande voorrechten of wettelijke hypotheken.

.../...

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar; bij wijze van voorbeeld zijn in het advies een aantal voorstellen gedaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.